

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

1.Arte TV

23 février 2021

En Arménie, chanter pour ne rien oublier

Pour regarder le documentaire complet cliquer sur le lien suivant :

En Arménie, chanter pour ne rien oublier - Invitation au voyage (23/02/2021) -

Regarder le documentaire complet | ARTE

2.Les Echos

4 avril 2021

TURQUIE : « ERDOGAN REGARDE EN PRIORITÉ VERS WASHINGTON, QUI NE LUI FERA PLUS AUCUN CADEAU »

La rencontre entre les dirigeants de l'UE et le président turc, mardi, s'annonce délicate, selon l'historien Pierre Razoux. Le numéro un turc calme néanmoins le jeu car il sent bien que son partenaire clé, les États-Unis, sera désormais moins indulgent.

Pierre Razoux, historien et géopoliticien, est directeur académique de la Fondation Méditerranéenne des Etudes Stratégiques.

Qu'attendre de la tournée des dirigeants européens en Turquie ?

Pas grand-chose, car la question est « qu'est-ce que l'Union européenne peut proposer ou imposer ? » plus que « qu'est-ce que le président turc peut offrir ? », sachant que Recep Tayyip Erdogan regarde en priorité vers Washington. Le contexte géopolitique a évolué ces derniers mois avec l'arrivée de Joe Biden. Erdogan a compris qu'il ne pourrait plus bénéficier de la complaisance de la Maison-Blanche, qu'il va devoir négocier et transiger avec une administration américaine qui ne lui fera plus aucun cadeau, à l'inverse de l'administration Trump.

La déclaration de Joe Biden comme quoi Poutine est un « tueur » annonce, de ce fait, la couleur, c'est un moyen de dire que nous entrons dans un combat de

valeurs et d'idées. Même si les intérêts économiques et géopolitiques demeurent essentiels, se constitue un bloc autocratique autour de la Russie et la Chine face à un bloc démocratique, essentiellement occidental, qui doit se serrer les coudes. La question que Biden est en train de poser à tous ses partenaires tentés par l'indulgence avec le bloc autocratique, la Turquie, mais aussi Israël, l'Arabie saoudite, voire l'Allemagne, est « quel camp choisissez-vous ? ». Et, précisément, le régime turc actuel est un peu dans les deux camps à la fois, une démocrature, c'est-à-dire une démocratie avec des aspects fortement autoritaires.

Et que va faire Erdogan ?

Avec les tensions actuelles, les masques tombent. La Chine avance ses pions partout, y compris en Méditerranée orientale. Erdogan doit faire des choix et il semble l'avoir compris, puisqu'il a calmé le jeu depuis le début de l'année, hormis une déclaration à l'endroit du président français, après que ce dernier l'a accusé d'être prêt à des ingérences électorales. Erdogan donne des gages à Washington, via notamment la reprise des discussions avec la Grèce sur la mer Egée. Les tensions sont retombées avec Athènes et Paris et l'apaisement prévaut aussi en Libye avec la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale. Fondamentalement, le président turc a compris la nouvelle situation, mais il est confronté à un dilemme : économiquement il est tenu par la Chine, dont les capitaux lui sont nécessaires. Et la Russie, qui lui fournit ses hydrocarbures et construit ses centrales nucléaires civiles, lui livre des armes.

Son jeu peut-il diviser les Européens ?

Erdogan peut se permettre de tenir la dragée haute aux Européens, en raison du rapport de force que lui donne le fait qu'il héberge les migrants du Moyen Orient, mais seulement dans une certaine mesure puisqu'il a aussi besoin de leurs capitaux pour financer le déficit de sa balance des paiements courants. La Turquie est en train de se rapprocher de l'Ukraine et du Royaume-Uni, ce qui est révélateur puisque ces deux pays font partie en quelque sorte d'un front du refus face à Poutine. La situation se complique pour les Européens, en mal d'unité sur ce dossier, puisque l'Allemagne est très complaisante envers la Turquie, du fait notamment qu'elle héberge une importante communauté d'origine turque, elle a clairement indiqué qu'elle ne ferait rien après les provocations d'Erdogan en Méditerranée orientale ces derniers mois. On a parfois l'impression que sur le plan géopolitique, la seule chose qui importe à l'Allemagne, c'est d'exporter ses voitures et ses machines-outils.

3.Actualité International

4 avril 2021

Les Loups gris dans le viseur de Berlin

(Veuillez consulter l'article en pièce jointe)

4.Les Nouvelles d'Arménie

6 avril 2021

Selon Los Angeles Times, Joe Biden devrait appeler le génocide arménien par (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Selon Los Angeles Times, Joe Biden devrait appeler le génocide arménien par son nom

L'occasion est donnée ce mois-ci pour le président américain Joe Biden d'appeler par le terme génocide ce qui s'est passé près d'un siècle auparavant avec le massacre des Arméniens dans l'Empire ottoman a écrit dans un éditorial le journal Los Angeles Times.

« En fait, il est stupéfiant que le fait de qualifier de « génocide » ce qui est arrivé aux Arméniens soit même discutable. » a écrit le Los Angeles Times, qualifiant cet événement de « crime contre l'humanité, dont la douleur s'est répandue à travers l'histoire alors que les gouvernements américains hésitent à le reconnaître ».

Selon le journal, le nombre d'Arméniens vivant en Turquie est passé de 2,1 millions à plusieurs centaines de milliers en raison du génocide arménien. Le Los Angeles Times souligne que bien que le gouvernement turc, qui continue de nier les atrocités, affirme que ce qui s'est passé après la guerre n'était pas seulement la mort d'Arméniens chrétiens mais aussi de Juifs et de musulmans, en réalité, les Arméniens ont été ciblés en raison de leur appartenance ethnique.

Le journal note que bien que le gouvernement turc continue de nier obstinément ce qui s'est passé, de nombreux pays à travers le monde le reconnaissent à juste titre en adoptant une position officielle, qualifiant ce qui s'est passé de « génocide arménien ».

Le Los Angeles Times note que dans le cas des États-Unis, le problème est particulièrement aigu, car la Turquie, membre de l'OTAN, est un allié militaire de ce pays et une base militaire américaine est située à Incirlik, en Turquie. Cependant, en raison des relations turco-russes, les relations turco-américaines se sont détériorées ces dernières années. En conséquence, le Sénat américain a officiellement reconnu le génocide arménien en 2019. Mais c'est la Maison Blanche qui décide de la politique étrangère américaine.

Le journal rappelle que le 44e président américain Barack Obama a eu une

occasion en or de tenir sa promesse pré-électorale et de reconnaître le fait historique lors du 100e anniversaire du génocide arménien. Cependant, au dernier moment, Obama a reculé et a utilisé le terme « Medz Yeghern » utilisé en arménien pour désigner le génocide. L'administration du prochain président, Donald Trump, a fait de même.

Le Los Angeles Times note que Biden, qui a pris la présidence, est l'un des seuls présidents nouvellement élus à avoir une compréhension plus profonde et plus large de la politique étrangère américaine, après George Herbert Walker Bush. « Cependant, il s'est montré un pragmatiste modéré. Sans aucun doute, la politique étrangère peut être un jeu d'échecs multidimensionnel, dont l'idée n'est pas forcément de gagner, mais d'être sûr que votre adversaire perdra. Mais voici la vérité : une juste reconnaissance de l'histoire. Biden devrait appeler le génocide arménien par le terme génocide » a déclaré l'éditorial du Los Angeles Times.

5.Les Nouvelles d'Arménie

6 avril 2021

La Turquie sur les rangs pour la « reconstruction » du Karabagh... Israël ne sera (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La Turquie sur les rangs pour la « reconstruction » du Karabagh... Israël ne sera pas en reste !

Les guerres, on ne le sait que trop, font l'affaire des spécialistes de la construction, du bâtiment et des travaux publics, une fois accomplie leur œuvre destructrice. Le Karabagh n'échappe pas à la règle, et la Turquie qui compte de nombreuses entreprises dans ce secteur, convoite un marché prometteur, auquel lui donnent naturellement accès ses liens privilégiés avec son « frère azéri », vainqueur de la dernière guerre qui lui a permis de prendre le contrôle de vastes territoires détenus depuis quelque trois décennies par les Arméniens. Après une occupation de 30 ans, la région du Haut Karabagh doit être entièrement reconstruite, depuis les infrastructures de base jusqu'aux routes et hôpitaux, et les entreprises turques joueront un rôle majeur dans ce processus, a ainsi fait savoir une banque d'investissement turque, citée par l'agence de presse turque Anadolu. L'Azerbaïdjan souhaite travailler avec les entreprises turques, connues pour leur expérience dans la construction dans la région, a indiqué Cenk Eynehan, un dirigeant de la PASHA Bank, basée à Istanbul, qui dispose d'une filiale à Bakou. Il a précisé que quelque 1,5 million d'Azerbaïdjanais retourneraient dans la région alors que se mettent en place des programmes visant à développer ses infrastructures, les routes, l'agriculture, l'énergie, l'éducation, et la santé.

Rappelons que quelque 600 000 Azéris, au moins, avaient été chassés par la première guerre du Karabagh (1991-94), remportée par les Arméniens, des 7 districts limitrophes du Haut-Karabagh, qui sont retournés sous l'autorité de Bakou après la défaite arménienne dans la dernière guerre, comme d'ailleurs les localités de Chouchi et Hadrout, dans le Haut-Karabagh proprement dit. Le clan Aliev au pouvoir avait maintenu le plus longtemps possible cette population de réfugiés dans des habitats précaires, en agitant la promesse d'un retour désormais probable. Encore fait-il que ces « déplacés » azéris, dont le nombre a forcément augmenté, sinon doublé, comme l'affirme le banquier turc, au cours de ces 26 dernières années, souhaitent retourner en masse dans des régions que les Arméniens ont laissées pour l'essentiel en friche, en l'état de « no man's land » en vue de les monnayer à terme contre une paix durable promise par le processus de négociations sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE, que Bakou, soutenu par Ankara, a allègrement piétiné en déclarant une guerre totale aux Arméniens du Karabagh le 27 septembre 2020. Les autorités azéries, dont la propagande anti-arménienne a nourri, au sein de ces populations précarisées, un puissant sentiment de revanche, déploient en tout cas tous leurs efforts pour les inciter à retourner dans ces régions, où elles promettent d'injecter des sommes énormes dans des projets d'investissements massifs. Et on sait combien le régime autoritaire azéri peut être persuasif avec sa population, utilisant d'autres moyens, plus coercitifs, quand l'argent ne suffit pas ! L'Azerbaïdjan a d'ores et déjà alloué un budget de 2,2 milliards de manats azerbaïdjanais (1,3 milliard de dollars) à de tels projets, et ce budget devrait s'élever à des dizaines de milliards de dollars dans les années à venir. La Turquie est sur les rangs : C.Eynehan a ainsi indiqué que des entreprises turques contribueront à la construction du grand axe routier long de 100 kilomètres reliant Fuzuli à Shushi ainsi qu'à celle de l'aéroport de Fuzuli, une ville ancienne sous contrôle arménien entre le sud du Karabagh et la frontière avec l'Iran. PASHA Bank y contribuera aussi, en accordant des facilités de prêts pour les projets de reconstruction. Le responsable de la banque turque a souligné qu'en vertu des termes des nouveaux accords qui ont suivi la victoire militaire azérie, les routes commerciales de la Chine s'en trouveront plus opérationnelles et le commerce s'y développera en conséquence, une référence au programme des « Nouvelles routes de la soie » lancé par la Chine en 2017 dont le Sud Caucase, par où passait l'ancienne Route de la soie historique, est un maillon majeur. « Nous pensons que la coopération économique et stratégique entre les deux pays se renforcera, au profit de la prospérité et de l'avenir de la région », a conclu C.Eynehan.

Israël, on s'en doute, ne sera pas en reste... L'Etat hébreu entretient d'étroites relations avec l'Azerbaïdjan, qui lui fournit une partie de ses ressources énergétiques, en échange notamment d'armements sophistiqués, comme les drones, qui ont prouvé leur efficacité redoutable, aux dépens des Arméniens lors de la dernière guerre du Karabagh. Dans ces conditions, il est plus que prévisible que les entreprises israéliennes soient sollicitées par Bakou pour cette « reconstruction » du Karabagh. Le ministre azéri des affaires étrangères, Jeïhoun Bayrammov, l'a d'ailleurs clairement indiqué dans une interview accordée dernièrement à la presse israélienne, dans laquelle il en profitait pour exalter la traditionnelle amitié entre l'Azerbaïdjan et Israël, dont le champ de bataille du Karabagh aurait été la plus brillante illustration. Tout en se félicitant des destructions causées dans le Karabagh arménien par les performantes armes fournies par Israël, dont il a salué la contribution à la victoire militaire azérie, le chef de la diplomatie azérie a fait savoir que les entreprises israéliennes étaient les bienvenues pour reconstruire les régions qui auraient été dévastées par les Arméniens qui les occupaient depuis près de 30 ans, où ils auraient rasé les villages azéris et leurs mosquées, ruiné les champs et les cultures, et brûlé jusqu'aux forêts pour empêcher le retour des habitants azéris. Si ces régions sous contrôle arménien avaient été laissées à l'abandon, les destructions des villages avaient été dues soit à la guerre soit aux soldats et à leurs habitants azéris qui avaient pratiqué la politique de la terre brûlée devant l'avancée des troupes arméniennes, comme d'ailleurs lors de la dernière guerre, quand les villageois arméniens de ces régions préférèrent brûler leurs maisons plutôt que de les laisser à l'occupant azéri. Quant aux rares mosquées, elles ont été épargnées par les Arméniens et parfois restaurées, comme celles de Shoushi, et celles qui ont été endommagées l'ont été par les armes azéries (parfois donc de fabrication israélienne), ce qui est d'ailleurs le cas aussi des forêts, dont plusieurs, dans la région de Berdzor (Latchine), ont été délibérément incendiées par les bombes au phosphore azéries. Mais la propagande azérie n'est pas à un mensonge près, et ce qui lui importe, ce sont les investissements injectés pour le développement de ces régions ayant vocation à encercler et enclaver un peu plus les Arméniens du Karabagh... et à menacer les frontières de l'Arménie, revenues à leur tracé de l'ère soviétique.

Des entreprises turques et israéliennes travaillant ensemble, à l'appel de l'Azerbaïdjan, à la reconstruction du Karabagh ! Seul l'Iran, qu'Israël peut d'autant plus surveiller depuis la victoire de l'Azerbaïdjan, qui a récupéré aux Arméniens une partie importante de sa frontière avec son voisin iranien et ses

provinces peuplées d'une importante minorité azérie, peut s'offusquer d'un tel scénario... La Turquie, qui se posait en fervent défenseur des Palestiniens depuis 2010, a annoncé en décembre son intention de normaliser ses relations avec Israël, en même temps qu'elle prenait un ton plus conciliant avec les Occidentaux. Une volonté affichée de dialogue après une série de provocations militaires contre l'Europe en Méditerranée orientale qui culminait avec sa participation active dans la guerre de l'Azerbaïdjan contre le Karabagh, risquant à terme de provoquer une crise avec l'Occident. L'Azerbaïdjan se pose pour sa part, en parrain d'une réconciliation entre ses alliés turc et israélien, dont le Karabagh serait le terrain....

6. Les Nouvelles d'Arménie

6 avril 2021

« Toute l'Europe devrait ouvrir les yeux, et sortir enfin du silence (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

« Toute l'Europe devrait ouvrir les yeux, et sortir enfin du silence »

Dans plusieurs Tweets et sur Instagram, le philosophe et député européen François-Xavier Bellamy en voyage en Arménie, fait part de son ressenti face au cimetière militaire de Yerablur : « Sous chacun de ces milliers de drapeaux, un soldat mort l'an dernier pour défendre l'Arménie face à l'agression qui la frappait. La plupart d'entre eux avaient à peine vingt ans. Toute l'Europe devrait ouvrir les yeux, et sortir enfin du silence. »

Et de citer Aragon :

« Adieu la peine et le plaisir adieu les roses

Adieu la vie adieu la lumière et le vent

Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent

Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses

Quand tout sera fini plus tard en Erivan »

Le 5 avril, sur CNews, face à Eric Zemmour, à propos d'une politique mondiale de la France, Michel Onfray, dans le même ordre d'idée que F-X Bellamy, a rappelé que l'on devait beaucoup à l'Arménie, s'indignant : « Comment on a laissé tomber l'Arménie ! ». Ajoutant : « Défendre l'Arménie n'est pas impérialiste. »

Précédemment, dans cette même émission (Face à l'info) animée par Christine Kelly, le 15 octobre 2020, Eric Zemmour avait déclaré : « de tout cœur avec les Arméniens. » S'en prenant à l'Allemagne et enfin à l'Europe elle-même, il dira « tout le monde les laisse crever. Seuls les Russes sont là pour les aider [...]. Je

rêverai de voir la France envoyer des avions pour aider les Russes à protéger les Arméniens. »

7. Les Nouvelles d'Arménie

6 avril 2021

Lettre ouverte à Monsieur Emmanuel MACRON, par Antoine Bagdikian -
Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Lettre ouverte à Monsieur Emmanuel MACRON, par Antoine Bagdikian

Lettre ouverte à Monsieur Emmanuel MACRON

Président de la République française

le 30 mars 2021

Monsieur le Président de la République,

Nous attendions avec intérêt votre prestation dans l'émission de France 5 : Erdogan « le sultan » car vous êtes le seul responsable européen à soutenir l'Arménie et à ne pas être dupe des manœuvres de ce personnage.

Mme Roux vous a demandé ce que vous pensiez des exactions d'Erdogan en Syrie, en Grèce, en Libye et au Haut-Karabagh. Vous avez bien répondu sur tous ces pays, mais notre surprise et notre amertume ont été totales : vous n'avez pas dit un seul mot sur le Haut-Karabagh alors qu'en arrière-plan défilaient des images d'Erdogan et d'Aliyev se congratulant d'avoir battu les Arméniens lors du défilé militaire de Bakou !

Comment peut-on parler de la Turquie sans évoquer le génocide de 1915, la destruction de 2500 églises et son cortège de morts : 1,5 million d'Arméniens mais aussi 400 mille Grecs Pontiques, 250 mille Assyro-Chaldéens et 100 mille Syriaques soit plus de 2 millions de chrétiens assassinés : nous sommes fiers d'en être le porte-parole !

Mais hélas, l'Histoire ne s'arrête pas là : après les 3/4 des Arméniens ainsi anéantis, c'est la France qui nous abandonne en Cilicie, cette « petite Arménie », c'est Staline qui donne à l'Azerbaïdjan 2 provinces dont le Nakhitchevan, où il ne reste plus rien de la présence arménienne et ses 1 500 monuments médiévaux, c'est le Haut-Karabagh et son cortège de destruction, c'est le président Aliyev avec le marteau et le burin à la main, qui casse les inscriptions arméniennes des églises conquises car elles seraient « albanaises » et volées par les Arméniens ! Et ces mercenaires dont vous avez courageusement dénoncé la présence, colonisent les territoires conquis. Tout ceci dans le silence insupportable des nations qu'on croyait amies et soucieuses de Justice et de Vérité !

Jaurès s'écriait « l'Humanité ne peut pas vivre avec le cadavre du peuple arménien assassiné dans sa cave ». Nous sommes, Monsieur le Président, dans cette cave, et l'on se sent bien seuls et délaissés, même par la France, alors que c'est ici que les Arméniens ont eu le plus fort de leur engagement militaire exemplaire : deux guerres mondiales, la Légion d'Orient et la Résistance ! Ces drapeaux français qu'Achot et Jean portent depuis plus de 40 ans à toutes les commémorations patriotiques sont bien lourds à porter.

Notre seul tort : être 3 millions de chrétiens parmi les 100 millions de Turcs et d'Azéris. Le découragement n'est pas dans notre nature, mais nous assistons impuissants à la désintégration de notre culture. Les Arméniens sont morts sur tous les champs de bataille de l'Europe.

Dans l'Armée rouge jusqu'à Berlin, de la Picardie à Verdun, soit plus de 300 000 victimes ! Nos résistants sont morts en criant « La France en s'abattant ».

Personne ne va aller mourir pour le Karabagh, mais hormis son aide humanitaire, ce dont nous la remercions, que la France nous donne de grâce les moyens de nous défendre devant nos ennemis qui ont encore et toujours cet épouvantable désir d'en terminer avec « les restes de l'épée ».

Est ce vraiment trop demander à la France ?

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de notre totale fidélité.

Antoine BAGDIKIAN

Président de l'ANACRA

8. Les Nouvelles d'Arménie

5 avril 2021

Bakou, requiem pour une cathédrale inachevée

Le 17 mars dernier, l'Ambassadeur de France en Arménie affirmait lors d'une conférence de presse que la France accordait une importance particulière à la protection du patrimoine arménien des régions d'Artsakh passées sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Sa préoccupation est louable et légitime lorsque l'on considère le lourd passé de ce pays en la matière. La destruction de la nécropole de Djughha, de la totalité des monuments du Nakhitchevan, le bombardement et la destruction partielle de la cathédrale et de l'église Saint Jean-Baptiste (Ganatch jam) de Chouchi sont autant de preuves de la volonté patente de ce pays d'effacer définitivement toute trace du passé arménien des régions qu'il occupe.

Une communauté prospère et active

En 1891, alors que la Bakou compte 105 000 habitants, les Arméniens représentent près de 22% de sa population, soit 23 000 âmes. Les « Tatars » sont alors 40 000, soit autant que les Russes et les Juifs réunis. La ville est cosmopolite et l'élément musulman -les « futurs Azéris » -n'y représente que 38% de la population de la ville.

La communauté arménienne est très diverse, composée d'ouvriers des manufactures et usines de la ville, de commerçants et d'industriels appartenant à l'élite économique du Caucase et de l'Empire russe (Mantachian, Kalantarian, Lyanozian, Boudaghian). Nombre d'entre eux sont en particulier des acteurs majeurs du développement de l'industrie pétrolière dont Bakou et la péninsule d'Apchéron deviennent l'un des centres mondiaux. Cette bourgeoisie arménienne contribue également au développement urbain et architectural de la ville par la construction d'élégants hôtels particuliers, d'institutions culturelles, médicales et sociales.

Alors que les premiers Arméniens seraient apparus dans la région de la presqu'île d'Apchéron dès le Haut-Moyen Age, les premiers monuments arméniens d'importance ne sont attestés que bien plus tardivement, du XII-ème au XV-ème siècle. La population arménienne y croît de manière exponentielle à partir des années 1870. Au début du 20e siècle, Bakou devient la troisième grande métropole arménienne, loin derrière Constantinople et Tiflis. La communauté possède alors quatre églises : Sainte Mère de Dieu (1799), Saint Grégoire-l'illuminateur (1869), Saint Jean-Baptiste (1895), Saints Traducteurs (date de construction inconnue). A la veille de la 1re guerre mondiale, pour répondre à l'accroissement démographique de la communauté, trois projets de construction de nouvelles églises sont élaborés. Bien que leur financement ait été assuré et que l'on ait même procédé à leur fondation, la construction des églises Saint Hripsimé et Saint Sahak-Saint Mesrob sera abandonnée du fait de la Première guerre mondiale. La réalisation du troisième projet, celui d'une cathédrale dédiée à Saint Thadée et Saint Barthélémy, les deux apôtres de l'Église d'Arménie, débute par un concours qui se tient à Saint-Pétersbourg en 1898. A l'origine du projet se trouve, Yenovk Boudaghyan, l'un de ces influents industriels de la ville, qui a légué la somme considérable de 200 000 roubles pour son édification. Parmi les cinq projets présentés, c'est celui d'un jeune architecte, Hovhannès Katchaznuni (1868-1938), plus tard Premier Ministre de la République d'Arménie, qui est retenu.

La cathédrale inachevée

Le projet est gigantesque et somptueux. Le sanctuaire est initialement conçu pour accueillir 1500 fidèles, mais l'architecte est prié de revoir son plan pour répondre aux contraintes économiques. Mais les plus beaux matériaux sont retenus pour sa construction. L'architecte ambitionne d'allier les canons de l'architecture arménienne traditionnelle et médiévale occidentale. Le résultat de cette recherche est ce que Katchaznuni lui-même qualifie de « gothique arménien ». La bénédiction des fondations du sanctuaire a lieu le 6 septembre 1906. Les travaux débutent le 2 août 1907. En 1911, H. Katchaznuni, également membre actif de la FRA, doit quitter l'Empire russe pour échapper à la police tzariste. Il se réfugie successivement en France, en Belgique, puis à Van. Un de ses assistants arméniens, Nicolas Bayev, prend sa succession et supervise la suite des travaux. Selon les témoignages des contemporains, l'édifice était appelé à devenir le plus beau monument de la ville.

La cathédrale est pratiquement achevée lorsqu'éclate la Première guerre mondiale. En 1918, le chantier est mis à sac par les troupes turco-tatares qui occupent la ville. En avril 1920, l'Azerbaïdjan est soviétisée. A partir de 1931, débute la destruction de la cathédrale qui n'a jamais été consacrée. Elle durera 3 ans. Des témoins oculaires affirment que les ouvriers ont fini par dynamiter l'édifice afin de parvenir à leurs fins. A sa place, est construit le Conservatoire de la ville de Bakou. A la différence de sa sœur de Barcelone, la cathédrale de Bakou ne sera jamais achevée.

Aujourd'hui, de toutes les sanctuaires arméniens de Bakou ne subsiste plus que l'église Saint Grégoire l'illuminateur pillée et incendiée en 1989. Privée de ses croix, elle a été transformée en bibliothèque où seraient conservés les milliers d'ouvrages en langue arménienne, et peut-être aussi une partie des archives de la communauté arménienne d'Azerbaïdjan. Bakou comptait 200 000 Arméniens en 1989, seuls quelques centaines - des couples mixtes et des personnes âgées - y vivraient encore.

Veillez consulter les photos :

Bakou, requiem pour une cathédrale inachevée - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Sahag Sukiasyan

9.Les Nouvelles d'Arménie

5 avril 2021

La Russie engage de nouvelles discussions avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a discuté avec ses

homologues arménien et azerbaïdjanais de la mise en œuvre des accords négociés par la Russie pour mettre fin à la guerre dans le Haut-Karabakh lors de pourparlers séparés qui se sont tenus à Moscou jeudi soir.

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, les trois hommes politiques ont abordé les questions « humanitaires » et le « déblocage des liaisons économiques et de transport » dans la région.

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ara Ayvazian, a été cité par son bureau pour avoir déclaré à Lavrov que l'Azerbaïdjan continuait de violer l'accord de cessez-le-feu négocié par Moscou le 9 novembre. Ayvazian a souligné le refus de Bkou de libérer plus de 100 prisonniers de guerre arméniens et les civils toujours détenus par l'Azerbaïdjan.

L'accord de trêve appelle à la restauration des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le président russe Vladimir Poutine, son homologue azerbaïdjanais Ilham Aliev et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian ont décidé de créer un « groupe de travail » trilatéral à cet effet lors de leur rencontre à Moscou le 11 janvier.

Le groupe codirigé par les vice-Premiers ministres des trois États a tenu plusieurs réunions depuis le 30 janvier. Son coprésident russe, Alexei Overchuk, a rencontré jeudi Aliev et Pachinian à Bakou et à Erevan.

Aliev aurait fait l'éloge du groupe trilatéral, affirmant qu'il avait déjà obtenu des résultats concrets. Il a également déclaré à Overchuk que le risque d'une nouvelle escalade du conflit du Karabakh est désormais minime.

Aliev et Poutine se sont entretenus par téléphone plus tard jeudi. Selon le Kremlin, ils étaient tous deux satisfaits de l'avancée du groupe de travail russo-arméno-azerbaïdjanais.

10.France Inter

6 avril 2021

Les dirigeants de l'UE en Turquie : la désescalade à quel prix ? (franceinter.fr)

Les Dirigeants de L'UE en Turquie : la désescalade à quel prix ?

Ursula Von der Leyen et Charles Michel vont à Ankara pour amorcer la détente avec la Turquie après de fortes tensions en 2020. Mais ils risquent d'apparaître faibles face à un président turc autoritaire qui n'a pas ménagé les Européens.

Il y a quelques semaines encore, les 27 pays de l'Union européenne étaient prêts à imposer des sanctions à la Turquie, en raison de son agressivité en Mer Égée et d'autres griefs. Aujourd'hui, Ursula Von der Leyen et Charles Michel, les deux plus hauts dirigeants de l'Union, sont à Ankara pour tenter d'amorcer la détente.

Que s'est-il passé pour amener un tel retournement de situation ? Depuis le début de l'année, le président turc Recep Tayyip Erdogan se montre plus conciliant avec l'Europe. Il a retiré ses navires de forage d'hydrocarbures des eaux contestées ; il a repris un dialogue interrompu avec la Grèce, et a fait quelques déclarations apaisantes.

Toute l'année 2020, pourtant, la Turquie avait multiplié les provocations en direction des pays de l'UE, envoyant délibérément des milliers de réfugiés en direction de la frontière grecque, en menant une stratégie de la tension en Méditerranée et dans le Caucase, en s'en prenant sur un mode injurieux à Emmanuel Macron et aux Européens en général.

Pourquoi a-t-il changé d'avis ? Il y a d'abord l'élection de Joe Biden aux États-Unis, qui change la donne. Erdogan savait traiter avec Donald Trump à son avantage, c'est clairement plus tendu avec Biden qui n'apprécie ni le jeu ambigu d'Ankara avec la Russie, ni la situation des droits de l'homme en Turquie. Erdogan a tactiquement besoin d'apaiser le jeu avec les Européens dès lors qu'il risque d'avoir des relations plus tendues avec les Américains.

Mais il y a aussi les signaux envoyés par les Européens, divisés sur l'attitude vis-à-vis du Président turc. La France poussait depuis des mois pour plus de fermeté, quand l'Allemagne, toujours plus prudente en raison de la forte communauté turque sur son sol, temporisait.

Et les Européens n'arrivent pas les mains vides. Ils ont annoncé leur feu vert au renouvellement de l'accord très contesté de 2016 sur l'immigration, par lequel l'Union européenne payait 6 milliards d'euros à la Turquie pour garder chez elle quelque 3 millions de réfugiés syriens. Le 27 veulent renouveler cet accord, et vont remettre la main à la poche. Ils y ajoutent un engagement à « moderniser » l'Union douanière avec la Turquie, un signe positif au moment où l'économie turque est en grande difficulté.

L'Europe sort donc le carnet de chèques plutôt que les sanctions, c'est le grand paradoxe de cette affaire. Certes, personne ne souhaite de confrontation avec la Turquie, mais en jouant à chaque fois l'apaisement, l'Europe ne peut pas être prise au sérieux par les puissances agressives à sa porte, ici la Turquie ; mais c'est aussi le cas de la Russie.

D'autant que les gestes de détente d'Erdogan ne changent rien à son autoritarisme croissant : hier il a fait arrêter une dizaine d'amiraux à la retraite signataires d'une lettre ouverte au Président ; la semaine dernière il sortait la Turquie d'une convention internationale sur les violences faites aux femmes ; la société civile turque a été réduite au silence.

Il faudra beaucoup de talent à Ursula Von der Leyen et à Charles Michel pour que ce déplacement à Ankara ne prenne pas l'allure d'un voyage à Canossa, c'est-à-dire d'un accommodement humiliant.

11.Public Radio of Armenia

4 avril 2021

Pope mentions Nagorno-Karabakh prisoners in Easter message - Public Radio of Armenia (armradio.am)

Pope mentions Nagorno-Karabakh prisoners in Easter message

Pope Francis delivers his traditional Easter message to the city and the world, Vatican News reports.

He delivered his Urbi et Orbi message inside St. Peter's Basilica, just like last year, due to coronavirus safety measures.

Pope Francis said the Risen Christ gives hope and comfort for those suffering from the pandemic, the sick and those who have lost a loved one. He also prayed that the Lord might "sustain the valiant efforts of doctors and nurses."

He stressed that everyone, especially the vulnerable, needs assistance and has a right to care, and vaccines are essential. He appealed to the international community "to commit to overcoming delays in the distribution of vaccines and to facilitate their distribution, especially in the poorest countries."

Too many wars and too much violence plague our world, the Pope lamented. He prayed, "May the Lord, who is our peace, help us to overcome the mindset of war. May prisoners of conflicts be freed in eastern Ukraine and Nagorno-Karabakh, he added, and may the arms race be curbed. He recalled that Sunday, 4 April, marks the International Awareness Day against anti-personnel landmines, and said these "insidious and horrible devices" kill or maim many innocent people each year. He also stressed "how much better our world would be without these instruments of death!

12.Nor Hartch